



CÉLÉBRER LA SOLIDARITÉ
ASSURER
LE CHANGEMENT
CONGRÈS 2023

PLAN D'ACTION

TEL QU'ADOPTÉ AU CONGRÈS DE 2023



Un monde nouveau est non seulement possible, elle sur la bonne voie.
Un jour calme, je peux l'entendre respirer. — Arundhati Roy

Introduction

1. Au début du mois de novembre 2022, les travailleurs ont senti le souffle d'un monde nouveau. Après des mois et des mois de planification, les travailleurs de l'éducation de l'Ontario et l'ensemble du mouvement syndical ont énergiquement dit 'Non – on ne laissera pas notre droit de grève nous être enlevé'.
2. Nous avons démontré que nous étions prêts à débrayer et à faire la grève. Nous étions prêts à agir massivement. Nous étions prêts à retourner à une époque où il n'était pas légal de faire la grève et où le militantisme de la classe ouvrière était le moteur de nos luttes.
3. Nous ignorions ce qui allait se produire par la suite, mais nous savions que tout était possible et que cela constituait quelque chose d'extraordinaire et de beau. La liberté de la possibilité est essentielle pour maintenir les luttes du mouvement syndical actives et vivantes.
4. Ce fut un rappel de ce à quoi ressemble un chemin vers la libération. Ce fut un rappel que bien que nos luttes concernent souvent les salaires et les avantages sociaux, elles sont aussi beaucoup plus. Et ce fut un rappel que lorsqu'un groupe de travailleurs agit, ça en inspire d'autres à faire de même, comme nous l'avons vu au SCFP-Ontario et dans l'ensemble du mouvement syndical.
5. D'autres secteurs montrent aussi la voie, alors qu'un nombre sans précédent de membres et de sections locales du SCFP prennent part à une organisation, des campagnes et des mesures de grève importantes, le tout pour façonner le SCFP-Ontario à l'avenir.
6. C'est une période de nouvelles possibilités pour le mouvement syndical. Les crises auxquelles nous sommes confrontées, qui ont toutes un lien entre elles, soit la montée de la politique de droite, du capitalisme, du fascisme, de la guerre, du climat, ainsi que des soins et communautaires, nécessitent que nous nous concentrons sur le pouvoir d'action pour apporter de l'espoir plutôt que de sombrer dans le désespoir. Nous devons mettre à profit le rappel puissant que nos actions collectives en tant que travailleurs peuvent non seulement préserver, mais également approfondir tout ce que les travailleurs ont accompli depuis des générations.

7. Nos rêves de ce qui est possible doivent provenir de la lutte, du mouvement et

Lorsque nous luttons ensemble, lorsque nous luttons en tant que classe ouvrière mondiale, nous avons le pouvoir et nous pouvons gagner et créer un monde.

des relations au sein de ces mouvements. Lorsque nous luttons ensemble, lorsque nous luttons en tant que classe ouvrière mondiale, nous avons le pouvoir et nous pouvons gagner et créer un monde nouveau.

Organisation

8. Les avantages d'une organisation dirigée par les travailleurs pour une participation élevée sont importants. Depuis 2020, près d'un million d'Ontariens ont été en grève ou ont manifesté leur pouvoir collectif pour faire des gains au travail. C'est plus que les dix années précédentes combinées. Nous devons mettre à profit le fait qu'un travailleur sur huit en Ontario a eu une expérience de grève récemment et acquis une formation politique inestimable après s'être retrouvé sur une ligne de piquetage.

9. Intégrer des méthodes d'organisation pour une participation élevée dans le tissu

Intégrer des méthodes d'organisation pour une participation élevée dans le tissu de notre syndicat nécessitera que nous continuions de mettre à profit la réussite des travailleurs dans le cadre de formations; ce travail est déjà en cours.

de notre syndicat nécessitera que nous continuions de mettre à profit la réussite des travailleurs dans le cadre de formations; ce travail est déjà en cours.

10. De nombreuses sections locales de l'ensemble de nos secteurs se sont servi de cette méthodologie. Certaines sections locales sont venues près de faire la grève et d'autres ont fait la grève à la suite du pouvoir unique qu'offre une organisation pour une participation élevée. Il est important de tenir compte de nos expériences d'utilisation de cette approche afin de voir à ce que nous puissions maintenir cette réussite à l'avenir. L'exemple des travailleurs de l'éducation offre un point de vue utile pour nos luttes futures.

11. Dans l'ombre d'une crise du coût de la vie qui s'alourdit, les 55 000 travailleurs de l'éducation représentés par le SCFP-Ontario, et le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO), ont mené une lutte transformatrice afin de négocier des salaires plus élevés par rapport à l'inflation, de meilleures conditions de travail et des questions importantes pour le bien commun, comme un moins grand nombre d'élèves par salle de classe.

12. Après des mois d'organisation intensive et systématique et des centaines de milliers de conversations entre membres, les membres ont accordé un mandat extrêmement clair en votant à plus de 96,5 % en faveur de la grève, avec un taux de participation de 82,6 %.
13. En réponse, le gouvernement a déposé le projet de loi 28, la soi-disant Loi visant à garder les élèves en classe, un projet de loi draconien qui a retiré aux travailleurs leur droit de grève et leur a imposé un contrat.
14. Face à cette attaque, les travailleurs de l'éducation et leurs supporters étaient prêts à lutter alors que les dirigeants syndicaux étaient prêts à déclencher une grève générale illimitée. Le recul du gouvernement qui en a résulté a été rapide et sans précédent.
15. Ces événements nous ont appris que lorsque les travailleurs peuvent exprimer leur colère, ils sont plus que prêts à agir.
16. Recréer cette manifestation d'unité des travailleurs est notre façon de construire notre force collective et le bien commun. Le rôle essentiel du SCFP-Ontario dans l'offre d'un soutien de grève aux membres dans le besoin est un aspect crucial pour assurer que ces victoires se répètent

Le SCFP-Ontario :

17. Priorisera l'assurance d'un engagement élevé pour la participation des membres et des retraités afin d'obtenir des gains pour les travailleurs, en voyant à ce que les travailleurs méritant l'équité soient au cœur de ce travail.
18. Prendra part à des campagnes fondées sur les travailleurs bien soutenues et à grande échelle, y compris des grèves, des grèves de solidarité, des grèves non autorisées et des grèves pour s'opposer aux lois forçant un retour au travail, afin de faire échec aux politiciens et aux gouvernements anti-travailleurs.
19. Continuera d'offrir du soutien aux grèves et des outils à tous les membres qui prennent part à des négociations difficiles.
20. Lancera une campagne d'affiliation pour qu'un plus grand nombre de sections locales se joignent au SCFP-Ontario afin d'élargir nos ambitions et de façonner notre pouvoir politique et notre influence.
21. S'organisera autour du travail du SCFP national pour un milieu syndical sécuritaire, soutiendra ce travail et s'engagera à lutter contre la violence sexuelle, le harcèlement et l'oppression dans notre milieu syndical et en dehors

de celui-ci, entre autres en rendant disponible une formation sur l'intervention des témoins

22. Travaillera avec le SCFP national pour renforcer ses efforts d'organisation mur à mur à grande échelle, en voyant à ce que les travailleurs des quatre coins de cette province puissent faire valoir leurs droits de se joindre à un syndicat et d'améliorer leurs conditions de travail, particulièrement dans les services de garde.
23. Soutiendra les sections locales dans leurs efforts d'organisation, particulièrement l'organisation interne pour effectuer des conversations en tête à tête avec les membres.
24. Encouragera les sections locales à obtenir les coordonnées des membres auprès des employeurs afin que nous puissions avoir des conversations en tête en tête de manière efficace et développer nos capacités en tant que mouvement pour organiser des grèves crédibles qui servent nos intérêts.
25. Continuera, avec nos alliés syndicaux et communautaires comme Justice for Workers, Justice for Migrant Workers et d'autres, à promouvoir des questions qui vont au-delà du lieu de travail, y compris les questions de justice sociale plus vastes.
26. Aidera à promouvoir les outils de grève actuels pour les sections locales qui prévoient prendre des mesures de grève.
27. Continuera de voir à ce que nous priorisions la solidarité pour les mesures de grève et la présence sur les lignes de piquetage dès que possible.
28. Continuera de soutenir les conférences de négociation coordonnée en Ontario et la conférence de négociation nationale.
29. Travaillera avec le Comité des jeunes travailleurs afin de faire participer les jeunes travailleurs, de les éduquer et de les habiliter parce qu'ils sont notre avenir.
30. Travaillera avec le SCFP national afin de représenter de façon cartographique les sections locales en sous-secteurs, comme les services aux personnes atteintes d'un handicap de développement, afin d'aider à organiser des campagnes conjointes avec d'autres syndicats qui organisent les mêmes travailleurs.

Salaires et capacité financière

31. Nous devons nous servir du pouvoir de l'organisation pour aider à lutter contre les pressions financières extrêmes auxquelles les Ontariens sont confrontés. Nous sommes aux prises avec une inflation galopante qui, en 2022, a atteint un sommet en 40 ans. Jumelée aux salaires réels qui ont diminué au cours de la dernière génération, l'augmentation à deux chiffres des prix à l'épicerie et une crise du logement abordable, notre paysage financier actuel détruit des vies et des collectivités.

32. Un des quelques rares points positifs est le taux de chômage actuel qui a atteint ses plus bas niveaux en 2022 et est resté bas une grande partie de 2023. Les hausses des taux d'intérêt par la Banque du Canada ont cependant comme objectif direct d'augmenter le chômage et d'assurer l'affaiblissement du pouvoir de négociation de la classe ouvrière.

33. Le contraste est toutefois saisissant avec les entreprises qui ont continué de

Les énormes profits des entreprises, non pas les salaires, entraînent une inflation record.

truquer le système à leur avantage. De façon surprenante, les profits des entreprises ont, en moyenne, augmenté de 9,2 % par année depuis le début de la pandémie. Les profits des entreprises en tant que pourcentage de notre économie atteignent également des niveaux records en

40 ans, soit une moyenne de 14,4 % de l'économie. Les énormes profits des entreprises, non pas les salaires, entraînent une inflation record.

34. La forte inflation a également des conséquences sur les retraités qui dépendent de modestes pensions. Le SCFP-Ontario continue de mener la lutte pour un retour à l'indexation pour nos régimes de retraite et la dignité pour nos retraités.

Le SCFP-Ontario :

35. Fera campagne et créera du matériel pour éduquer les membres contre le mensonge à l'effet que les salaires causent l'inflation et mettra plutôt en lumière le rôle destructeur que jouent les profits et la cupidité des entreprises dans la hausse des prix et les conséquences qu'entraîne le non-paiement par les riches de leur juste part.

36. Verra à ce que nos membres comprennent de quelle façon l'inflation diminue les salaires réels et que nous devons exiger plus à la table de négociation afin de nous protéger contre toute nouvelle érosion des salaires.

37. Luttera contre les propos alarmistes du gouvernement au sujet d'une crise de sécurité publique afin d'accroître le pouvoir de la police et des établissements

carcéraux qui criminalisent les gens (par exemple : prisons, pénitenciers, tribunaux, cautionnement, etc.).

38. Résistera aux tentatives d'utiliser les travailleurs du secteur public dans tout effort visant à retirer les personnes sans-abri de leur campement en Ontario en rappelant aux membres, à qui l'employeur leur ordonne de prendre part à ces retraits, leur droit de refuser un travail qui met leur vie et celle de quelqu'un d'autre en danger.
39. Continuera de lutter pour des pensions pour tous les travailleurs avec l'objectif d'un régime de retraite à prestations déterminées indexé à l'inflation.
40. Préconisera la prorogation du droit de refuser en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail pour inclure le droit de refuser un travail injuste, immoral et violent du point de vue social.
41. Travaillera avec nos alliés pour trouver des solutions à la crise du logement. Cela comprendra la promotion de solutions non axées sur le marché comme des logements sociaux abordables, des logements publics appartenant à l'État et des coopératives; de plus cela comprendra de trouver des façons pour que le SCFP y participe. Nous préconiserons également l'interdiction des évictions et des forclusions, du contrôle des loyers et des logements de transition, ainsi que le développement et l'amélioration de notre système de refuges. Nous exercerons des pressions pour que les régimes de retraite investissent dans le logement abordable et nous exigerons qu'ils cessent de soutenir tout investissement qui perpétue le manque de logements abordables.
42. Continuera de travailler avec les secteurs pour s'attaquer aux conséquences de l'inflation, y compris l'exploration des clauses d'ajustement au coût de la vie.
43. Luttera contre la privatisation de nos emplois et exercera des pressions pour que les emplois soient ramenés à l'interne. Cela comprend les formes non traditionnelles de privatisation comme le financement individualisé dans les services aux personnes atteintes d'un handicap de développement.
44. Continuera de travailler avec le SCFP national afin que les sections locales puissent avoir accès à la Caisse nationale de grève lorsqu'elles entreprennent des grèves illégales, de solidarité, politiques ou non autorisées.
45. S'organisera avec le Comité de de défense des travailleurs blessés contre les coupures proposées aux délais d'appels de la CSPAT et d'autres dispositions.

Austérité, privatisation et attaques contre nos institutions démocratiques

46. Le projet de loi 124 continue de planer au-dessus des têtes des travailleurs du secteur public. Aux dernières nouvelles, le vol salarial commis par le gouvernement avait coûté 2,1 milliards de dollars aux travailleurs du secteur public. Bien que le projet de loi ait été jugé inconstitutionnel par la Cour supérieure de l'Ontario, le gouvernement en a honteusement appelé de cette décision.
47. Même avant le projet de loi 124, les salaires des travailleurs du secteur public ont été longtemps réprimés. Le secteur public a subi près de 15 ans de mesures de contrainte unilatéralement imposées par le gouvernement.
48. La pandémie a dévoilé les inégalités au sein de notre économie et la crise du coût de la vie qui a suivi a touché durement les travailleurs, alors que l'objectif de tous les ordres de gouvernement est de faire face à l'inflation en augmentant le chômage et en réduisant la taille des services publics. Les travailleurs du secteur public qui ont travaillé pendant des années de compressions et qui ont été acclamés comme étant des héros pendant la pandémie voient maintenant leurs gains réels être réduits de façon dramatique par le gouvernement.
49. L'austérité est particulièrement sévère dans les services publics, sauf pour les forces de maintien de l'ordre – l'Ontario continue d'être la province qui dépense le moins pour les programmes par personne par rapport aux autres provinces. Au cours de six des dix dernières années, l'Ontario est la province qui a dépensé le moins et, au cours des quatre autres années, l'Ontario a été la deuxième province qui a dépensé le moins. Si l'Ontario dépensait ce que le reste du Canada dépense en moyenne par personne, ce serait un montant additionnel de 31,9 milliards de dollars en dépenses de programmes.
- L'austérité est particulièrement sévère dans les services publics, sauf pour les forces de maintien de l'ordre.**
50. En réponse aux pressions imposées par la pandémie et la restriction des salaires, les travailleurs des services publics atteignent des points de non-retour et quittent leurs domaines alors qu'il y a de sévères pressions causées par la pénurie de personnel. Bien qu'on y fasse couramment référence par rapport aux soins de santé, alors que certains hôpitaux réduisent les services – y compris les salles d'urgence et les unités de soins intensifs – les ravages causés par le projet de loi 124 ont entraîné des coupures dans l'ensemble des services publics, y compris les services sociaux, les conseils scolaires et l'enseignement

postsecondaire. Le gouvernement a refusé d'abroger le projet de loi 124, affirmant qu'il n'est pas la source du problème. Il se sert plutôt de la crise actuelle pour imposer diverses 'solutions' économiques de droite.

51. Entre-temps, les augmentations des prix à l'épicerie dépassent l'inflation générale d'un autre 5 % et des loyers d'un autre 6 %. Le résultat a été une économie où rien ne change et où une petite branche de la société profite tandis que tous les autres se retrouvent loin derrière. La crise du coût de la vie est une occasion d'uniformiser de nombreuses demandes de la classe ouvrière d'une façon qui confronte les priorités des grandes entreprises, des banques, des chambres de commerce et de leurs bailleurs de fonds comme Doug Ford et son gouvernement.
52. Mener des batailles sur divers fronts peut voiler une partie des points communs de ces batailles. Y réfléchir dans leur ensemble met en lumière les attaques systémiques de la droite contre nos institutions démocratiques fondamentales.
53. Bien que la tentative de nous enlever notre droit constitutionnel de faire la grève est l'exemple le plus évident de cette attaque, il y a d'autres façons de voir cette attaque se dérouler : la privatisation des soins de santé; l'offre d'information privilégiée et la vente de la Ceinture de verdure; l'affaiblissement du droit du travail; la non-mise en œuvre des congés de maladie payés de façon permanente; des collectes de fonds où le fait de payer vous permet d'avoir accès aux décideurs; les attaques conservatrices contre les LGBTQ et les attaques racistes dans les écoles; se cacher la tête dans le sable quant à la responsabilité de Doug Ford de faire face au convoi; les fonds de corruption dans le budget provincial; la non-publication des lettres de mandat des ministres; la concentration d'un nombre disproportionné de vaccins contre la COVID dans des quartiers blancs riches; et ainsi de suite.
54. C'est pourquoi notre travail au sein du mouvement syndical en tant que pouvoir compensateur contre les grandes entreprises est essentiel. Nous ne pouvons pas permettre à ces attaques de se poursuivre et nuire davantage à nos collectivités.

Le SCFP-Ontario:

55. S'opposera à l'appel par le gouvernement de la décision du tribunal au sujet du projet de loi 124 et fera campagne pour le retour de milliards de dollars en vol salarial par le gouvernement aux travailleurs.
56. Encouragera les sections locales à négocier des salaires au-dessus du taux d'inflation en étant confiantes que, légalement, malgré l'appel, le projet de loi 124 est « nul d'une nullité absolue ».

57. Travaillera avec nos alliés syndicaux et communautaires pour exiger la fin de l'austérité dans les services publics.
58. Exigera des investissements à grande échelle dans les services publics, investissements qui reflètent la capacité fiscale de l'Ontario et les besoins des Ontariens.
59. Réagira vivement à toute tentative de privatiser nos services publics dans n'importe quel secteur.
60. Continuera de travailler avec nos partenaires syndicaux et communautaires pour exiger que le gouvernement renforce les lois sur les droits du travail et de l'emploi en Ontario.
61. Travaillera avec notre Comité de la santé et de la sécurité et notre Comité de lutte contre la violence au travail pour exercer des pressions pour l'application des normes actuelles en santé et sécurité en matière de violence au travail. Nous aiderons également les comités de la santé et de la sécurité au travail à s'opposer aux employeurs pour voir à ce que la violence ne soit pas considérée comme faisant partie du travail.
62. Cherchera à trouver des façons de s'attaquer aux changements technologiques, particulièrement l'intelligence artificielle (IA), dans les services publics, dans le but d'élaborer des dispositions de négociation pour protéger les emplois et les services publics.
63. Travaillera avec nos secteurs et sections locales pour exiger que les employeurs remettent rétroactivement les travailleurs dans leur position antérieure à la lumière du caractère inconstitutionnel du projet de loi 124. Nous exercerons également des pressions sur le gouvernement pour voir à ce que les sections locales puissent retourner à la table et négocier des augmentations de salaire et qu'un financement soit disponible pour ces augmentations de salaire.
64. S'organisera et luttera pour l'équité salariale, particulièrement contre le plafond salarial pour les groupes marginalisés.

Fiscalité

65. Doug Ford continue de faire les quatre volontés des entreprises et des riches – dans le budget provincial de mars, le gouvernement a annoncé un examen du système fiscal prochainement.

66. Un système fiscal sain et équitable est important pour les utilisateurs des

Un système fiscal sain et équitable est important pour les utilisateurs des services publics et les travailleurs du secteur public dont les emplois dépendent des revenus fiscaux.

services publics et les travailleurs du secteur public dont les emplois dépendent des revenus fiscaux.

67. Bien que les détails soient extrêmement limités, le SFCP-Ontario, tout comme nos alliés, s'exprimera haut et fort dans le cadre de ce processus comme nous l'avons fait lorsque le dernier examen du système fiscal important a eu lieu en Ontario en 1993.

68. Nous devons collectivement réfléchir à cette question puisque la droite profitera sans aucun doute de ce moment pour faire baisser davantage les revenus fiscaux et affaiblir les dernières traces d'équité du système fiscal. L'Institut Fraser de droite a longtemps établi sa demande de réduire l'impôt des particuliers et des entreprises à un pourcentage fixe de 8 %, ce qui décimerait notre secteur public déjà délabré.

69. Bien que l'Ontario soit sur le point de retourner à un surplus budgétaire provincial, cela s'est fait au détriment de nos collectivités et des services publics dont nous dépendons. Notre système fiscal actuel est profondément insuffisant pour augmenter les revenus nécessaires pour offrir les services publics dont nous avons présentement besoin.

70. Depuis 15 ans maintenant, les taux d'imposition des riches et des entreprises ont été réduits considérablement. Si l'Ontario augmentait le taux d'imposition sur le revenu des sociétés de seulement 1 %, passant ainsi de 11,5 à 12,5 %, cela permettrait de récolter 3,7 milliards de dollars par année et ce serait tout de même encore moins que la moyenne canadienne pour le taux d'imposition sur le revenu des sociétés qui est de 12,7 %. Notamment, une augmentation du taux d'imposition sur le revenu des sociétés de 1 % générerait plus d'argent en douze mois que ce que le gouvernement a économisé en quatre ans de vol salarial avec le projet de loi 124, montant qui s'est élevé à 2,1 milliards de dollars. Qui plus est, si le gouvernement retournait au taux d'imposition sur le revenu des sociétés précédent de 14 % en 2009, cela générerait 9,3 milliards de dollars par année.

71. En plus de taux d'imposition extraordinairement bas, le gouvernement offre plus de 44 milliards de dollars en allègements fiscaux, dont la plus grande part va aux entreprises. Selon le Bureau de la responsabilité financière, si les allègements

fiscaux « étaient indiqués séparément dans le budget de l'Ontario... [ils]... représenteraient le deuxième secteur de dépenses de la province, après les dépenses en santé ».

72. L'Ontario est une province riche et elle peut se permettre d'augmenter l'impôt des riches et des entreprises. Par exemple, si l'Ontario augmentait ses revenus à la moyenne du reste du Canada en tant que pourcentage du PIB, cela représenterait un montant additionnel de 50,9 milliards de dollars, plus que ce que nous dépensons pour l'éducation et les services sociaux combinés.
73. Le mouvement syndical doit être un chef de file dans la promotion d'une augmentation des revenus fiscaux et la réintroduction d'un niveau d'équité dans le système. Sans cela, nos services publics ne survivront pas; on prévoit que les besoins médicaux et en soins de longue durée des baby-boomers augmenteront de 50 % au cours des sept prochaines années. Cela sera exacerbé par le coût encore inconnu pour traiter la COVID longue qui, selon la D^{re} Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada, pourrait être un « manifestation invalidante massive ».

Le SCFP-Ontario :

74. Travaillera avec nos alliés dans le cadre de la prochaine révision fiscale provinciale et exercera des pressions pour un retour à l'équité de notre système fiscal et une augmentation importante des revenus fiscaux de la part des riches et des entreprises.
75. Exigera que le système fiscal assure que les entreprises et les riches paient leur juste part d'impôts.
76. Exigera une taxe sur la richesse des personnes qui se sont enrichies et ont concentré leur richesse pendant la pandémie.
77. Exercera des pressions pour des mesures sévères à l'encontre de ceux qui abusent de notre système fiscal par l'entremise d'échappatoires et de comptes à l'étranger.
78. Exercera des pressions pour que cessent le coût obscène et le nombre d'allègements fiscaux offerts aux entreprises et aux riches.
79. Soulignera l'importance des services publics que reçoit une famille moyenne, soit largement supérieure à 13 500 \$. De plus, nous exercerons des pressions pour voir à ce que nos impôts paient pour les services publics qui assurent l'équité à nos collectivités, comme les logements sociaux et le transport en commun.

Droits de la personne

80. Les conséquences néfastes et disproportionnées que la pandémie a eues sur les groupes méritant l'équité, de la résurgence du fascisme et d'autres politiques de droite, du racisme à l'égard des Noirs, de l'islamophobie, de l'antisémitisme, de la transphobie, de la criminalisation de l'intégrité physique incluant l'avortement et le capacitisme, et de nombreuses autres questions d'équité sont toutes interreliées aux luttes qui n'ont pas de frontières géographiques ou ne se limitent pas à un seul pays.

81. La violence implacable dont ces groupes sont victimes fait partie du mécanisme plus important qui sert à diviser les travailleurs et c'est une crise de santé publique. Notre réponse doit être collective parce que notre libération est intrinsèquement liée à celles des autres.

Notre réponse doit être collective parce que notre libération est intrinsèquement liée à celles des autres.

82. Les divisions que nous constatons au sein de nos collectivités locales reflètent ce qui se passe ailleurs.

83. La solidarité de la classe ouvrière mondiale est particulièrement essentielle en réponse à la crise climatique. L'effort collectif qui se trouve dans la justice mondiale est nécessaire pour répondre à l'urgence de plus en plus grave à laquelle nous sommes confrontés.

84. Les solutions climatiques doivent répondre à la demande de réparations climatiques dans l'hémisphère Sud découlant de l'extraction impériale historique et continue par l'hémisphère Nord. La justice environnementale doit assurer que les personnes vivant dans l'hémisphère Sud, qui sont les moins responsables du désastre climatique bien qu'elles soient celles qui soient le plus en danger, ne soient pas affectées davantage par toute solution au changement climatique.

85. Répondre à l'urgence climatique nécessitera une transformation de notre économie et peut entraîner une génération de nouveaux emplois syndiqués bien rémunérés. Ces occasions pourraient traiter d'une meilleure compréhension d'une « transition juste » où les communautés méritant l'équité se retrouvent de plus en plus au sein du mouvement syndical.

86. Il est essentiel de reconnaître que nos membres, nos lieux de travail et notre avenir sont profondément affectés par le changement climatique. Notre santé et notre mieux-être sont déjà affectés par le réchauffement climatique. Les emplois

et les vies au quotidien de nos membres sont en jeu. Ce n'est pas un problème futur, c'est un problème actuel. La lutte pour la justice climatique est aussi une lutte pour les droits de la personne.

Le SCFP-Ontario :

87. Se concentrera sur les personnes en marge de la classe ouvrière en utilisant une grille intersectionnelle et offrira du soutien contre toutes les attaques de la droite, y compris les conséquences de la COVID-19 sur les groupes méritant l'équité.
88. Poursuivra notre travail interne qui consiste à démanteler les structures de la suprématie blanche au sein du SCFP-Ontario en utilisant notre Plan d'action organisationnel contre le racisme comme modèle à l'avenir.
89. S'organisera contre les menaces et les attaques de la droite à l'égard de la communauté 2SLGBTQIA+ et poursuivra notre campagne de lutte contre la suprématie blanche qui met à profit notre guide « Reconnaître la suprématie blanche et y résister » créé par le Comité de la justice raciale.
90. Travaillera avec la FTO et des partenaires de coalition afin d'exercer des pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il prenne immédiatement des mesures visant à corriger la non-conformité répandue en matière d'équité salariale en Ontario et qu'il réserve un fonds spécial pour assurer des versements aux travailleurs du secteur public.
91. Préconisera des stratégies qui mettent les services publics, les collectivités et les travailleurs au cœur de l'action pour le changement climatique.
92. Encouragera nos sections locales à utiliser des dispositions relatives à l'équité et au changement climatique lorsqu'elles négocient des conventions collectives.
93. Défendra les droits des Autochtones, les droits démocratiques et les droits des travailleurs comme étant un élément essentiel de la justice climatique.
94. Travaillera avec plus de défenseurs des pensions pour voir à ce que nos caisses de retraite ne servent pas à alimenter la crise climatique et ne mettent pas à risque la sécurité de la retraite des travailleurs.
95. Continuera de promouvoir des ressources en personnel nationales additionnelles pour aider avec l'arriéré massif en matière d'équité salariale dans la province.
96. Préconisera la nationalisation des droits de la personne comme l'eau, le logement, les services de garde, etc.
97. Appuiera nos secteurs afin qu'ils accroissent leurs efforts de négociation sectorielle déjà en cours au sein du syndicat.

98. Continuera de travailler avec le Canadian Anti-Hate Network (Réseau canadien de lutte contre la haine) afin d'aider les sections locales à identifier les groupes nationalistes blancs au sein de leurs collectivités, à les suivre et à leur résister.
99. Créera des soutiens pour voir à ce que les services publics francophones désignés soient maintenus dans les collectivités qui en dépendent.
100. Continuera de rendre public notre travail de reconnaissance du racisme à l'égard des Noirs comme étant une crise de santé publique.
101. Travaillera en étroite collaboration avec des mouvements de travailleurs migrants et sans papiers afin d'exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il mette sur pied des voies à la légalisation et à la décriminalisation des travailleurs migrants

Conclusion

102. Pour nous attaquer au programme des conservateurs de Doug Ford et au lobby des grandes entreprises, nous devons trouver une alternative réelle pour la classe ouvrière. Nous devons lutter pour un programme qui améliorera nos vies et nos collectivités partout dans la province, en commençant dès maintenant et ce jusqu'après le cycle électoral.
103. Cela signifie faire plus que de simplement nous organiser pour le prochain jour de scrutin afin d'assurer la défaite de Doug Ford; cela nécessite que nous nous organisions activement dans nos lieux de travail et nos collectivités. Notre mouvement doit lutter pour obtenir de réelles augmentations de salaire, pour renforcer les services publics que nos membres offrent et dont ils dépendent, pour rendre la vie au quotidien plus abordable et pour faire en sorte que les banques et les entreprises paient leur juste part. Ce sont des idées populaires que nous devons promouvoir auprès de nos alliés. Il n'en tient qu'à nous, en tant que travailleurs, d'assurer la solidarité parmi les luttes et parmi les mouvements comme façon de faire en sorte que les gens comprennent qu'ils ont du pouvoir. Nous devons éduquer, perturber et organiser pour un monde nouveau.

